

Rester proche du marché du travail

2014 est «l'année de la formation professionnelle». Quelles actions cela appelle-t-il? Principaux objectifs et mesures dans l'optique des employeurs. **Par Jürg Zellweger**



Photo: Rob Lewis

Jürg Zellweger est membre de la direction de l'Union patronale suisse.

L'élite politique de notre pays apprécie la formation professionnelle, ne serait-ce que parce que le sujet peut lui attirer la sympathie de la population. Dans son discours de Nouvel-An, par exemple, le président de la Confédération Didier Burkhalter a nommé cité les apprentis de son département. Lors de sa prise de fonction, le président du Conseil national Ruedi Lustenberger a qualifié d'école de vie par excellence le système de formation professionnelle dual. Enfin dans le contexte des championnats professionnels «Swiss Skills», le ministre de l'économie et de la formation J. Schneider-Ammann a déclaré 2014 «année de la formation professionnelle». Voici maintenant, selon les employeurs, les aspects de ce domaine qu'il faut traiter en priorité:

D'abord, l'année de la formation professionnelle doit être mise à profit pour mieux ancrer dans les esprits la valeur de cette formation pour tous les secteurs économiques et comme tremplin pour la carrière et la qualification ultérieure. Bien que beaucoup d'éléments plaident pour la formation professionnelle, des efforts supplémentaires s'imposent pour relever son prestige social, spécialement lors du choix d'un métier et d'une formation.

Ensuite, l'efficacité de la formation professionnelle doit être mieux reconnue au plan international. La Suisse doit enfin avancer avec le

«processus de Copenhague»: les compétences de fins de formation doivent être mise en valeur de manière transparente en Europe et communiquées en conséquence aux employeurs. Il faut bien montrer que l'apprentissage conçu comme une combinaison de pratique et de théorie donne de très bons résultats. Le débat sur les titres professionnels de la formation professionnelle supérieure rattachés au monde académique et à leur prestige est certes compréhensible, surtout quand on n'avance pas sur les questions de transparence. Mais avec des titres académiques ronflants, ne fait-on pas entrer, comme une sorte de cheval de Troie, une certaine logique universitaire dans la maison «formation professionnelle»?

Troisièmement, la formation professionnelle supérieure mérite un financement public systématique complétant l'engagement privé des élèves et de leurs employeurs. Le chaos actuel des subventions n'est plus vivable. Des normes précises d'encadrement de la formation professionnelle supérieure peuvent aussi contribuer à ne pas surcharger la formation initiale. Les pouvoirs publics se doivent de soulager les participants, mais sans se mêler de l'aménagement des cours et des filières de formation. N'entre donc en ligne de compte, pour les examens fédéraux, que le soutien direct des intéressés sous la forme de remboursement forfaitaires ou de prêts. Sur ce point également, des décisions devront être prises bientôt.

Last but not least: toute mesure de politique professionnelle doit se concentrer sur ses principaux acteurs. L'attrait et l'avenir de la formation professionnelle dépendent des choix et investissements des apprentis et des entreprises. Compte tenu des nombreux acteurs de cette scène et des tentations pour le monde politique de se profiler aussi sur le contenu de ce domaine de formation, cette exigence est importante. Car pour évoluer, le système de formation professionnelle doit toujours coller au marché du travail et aux besoins de ses acteurs. ■